



02 février 2012

Christophe RICERCHI : Pour réindustrialiser la France

L'industrie française en danger ? Oui si on la laisse entre les mains du capital. Les candidats à l'élection présidentielle se disputent aujourd'hui le thème de la réindustrialisation. Ils oublient que ce sont les partis de la droite ou de la gauche qui ont permis les destructions industrielles. Résultat : L'industrie textile, la sidérurgie, la machine-outil, l'optique, les fonderies les plus importantes ont pratiquement toutes disparu du territoire national. Des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, d'ingénieurs furent licenciés pour satisfaire les actionnaires avides de profits. Ces industries étaient pourtant à la pointe du progrès technique et technologique de l'époque. Ce fut la première vague de délocalisations en directions des pays d'Europe (Allemagne, Italie, Portugal, Suisse,) et des pays du Maghreb. Depuis 1986, tous les gouvernements de gauche ou de droite (Mitterrand - Chirac - Jospin - Sarkozy) ont progressivement tout privatisé :

- *1986, Mitterrand-Chirac : Saint-Gobain, Alcatel - Suez. Au total, ce sont 29 entreprises et 400 000 salariés qui ont quitté le champ du secteur public.
- *En 1993 (Mitterrand), ils ordonnent 21 nouvelles privatisations dont Rhône-Poulenc (Sanofi aujourd'hui), Elf-Aquitaine (Total), Renault et la Seita...
- *En 1995, les mêmes privatisent Usinor (Arcelor-Mittal), Péchiney (Alcan), C.G.M. (transport maritime).
- * En 1997, la vague s'accélère encore avec France-Télécom, Thomson-C.S.F. (Thalès), Aérospatiale (E.A.D.S.), Air-France (K.L.M.). Depuis 2002, ce sont la S.N.E.C.M.A. (Safran), Gaz de France (séparée d'E.D.F.), la S.N.C.M. (transport maritime), E.D.F. et 3 sociétés d'autoroute. Aujourd'hui c'est la Poste privatisée et la SNCF en voie de privatisation, ouverte à la concurrence.

Dans le privé, la course aux profits s'est accélérée. Par exemple : les stratégies d'externalisations, notamment dans l'automobile, ont consisté à utiliser des sous-traitants et des équipementiers pour faire pression sur les salaires. Mais cela n'a pas suffi, les délocalisations ont remplacé les externalisations. Exploiter les peuples des pays à « bas coûts », c'est-à-dire avec des salaires miséreux, sans droit, sans protection sociale, est devenu la règle. Depuis 2008, dans la crise, les grands groupes accumulent des milliards de profits mais pour les accroître ils continuent à fermer des usines, à supprimer des milliers d'emplois : Peugeot-Citroën - Renault - Total - Arcelor Mittal... Ils ont gelé les investissements

Au-delà des conséquences sociales pour le peuple, le poids de l'industrie française dans l'économie n'a cessé de se dégrader. Entre 1980 et 2010, le poids de la production industrielle dans la richesse nationale (Produit Intérieur Brut) est passé de 25% à 13,5% et 2 100 000 emplois ont été supprimés (37% des effectifs). En trois ans (2008-2011), ce sont 900 entreprises qui ont fermé et 100 000 emplois supprimés ! La part de l'emploi industriel dans l'emploi total, est passé de 30% en 1963 à 11% en 2010.

Des milliards de cadeaux fiscaux, d'exonérations de cotisations sociales pris sur les fonds publics, ont été complaisamment offert au capital. **Cela n'a jamais ralenti la désindustrialisation.** C'est le contraire qui s'est produit, d'énormes profits ont été réalisés, des milliards de dividendes versés aux actionnaires, ont été détournés vers la spéculation. Ainsi au premier trimestre 2011, les 120 plus grandes sociétés françaises ont réalisé pour 641 millions d'euros de rachat de leurs propres actions. Les salaires des patrons n'ont jamais été aussi élevés. Les délocalisations se poursuivent, les fusions, les concentrations n'ont jamais été aussi nombreuses. **Le centre d'analyse stratégique estime que 137000 emplois industriels vont être encore détruits dans les cinq ans.**

Le capital en veut toujours plus, il faut abaisser le « coût du travail », faire payer les salariés et le peuple pour accroître les profits.

Mais que disent les candidats et leurs partis politiques ? Ils sont objectivement tous d'accord pour préserver le système. Les débats de la campagne électorale sont essentiellement centrés sur la meilleure manière de l'aménager.

Sarkozy, Hollande, Bayrou, M. Le Pen ont tous le même objectif : la compétitivité capitaliste. Sarkozy annonce 13 milliards de plus de suppression des cotisations pour les entreprises payés par la TVA sociale, c'est-à-dire le peuple. Hollande annonce qu'il allègera de 20 milliards les « charges patronales » qui seront payés par impôts, donc les salariés. Son allié Mélenchon veut créer des coopératives et partager les richesses sans toucher au capitalisme. M. Le Pen veut sortir de l'Euro mais surtout pas du capitalisme, elle veut un capitalisme rationnel, national...

Bref le capital n'est pas inquiet. Tous ceux-là vont continuer à détruire l'industrie française en toute quiétude. **Si le peuple laisse faire.**

Avec « COMMUNISTES » je dis : stop à cette politique destructrice.

Je propose de redévelopper une grande industrie en France

Comment ?

*Disposer d'une industrie forte, c'est une des conditions pour satisfaire les besoins du peuple.

*Développer l'industrie, c'est créer des centaines de milliers d'emplois nouveaux dans tous les domaines. Transports, énergie, moyens de communication, logements, services publics dépendent étroitement du poids et du développement de l'industrie : 1 emploi industriel ce sont 6 emplois indirects ou induits.

*Il faut investir dans tous les domaines des industries actuelles et d'avenir, dans les technologies nouvelles, les énergies du futur. Investir dans la recherche industrielle, dans l'enseignement et la formation des jeunes, former des ingénieurs, des techniciens. Investir dans le secteur de la santé...

Les moyens existent

Il faut prendre les sommes indispensables sur les 950 milliards d'euros de richesses produites en France chaque année par les salariés du privé et du public. Les richesses produites appartiennent à ceux qui les ont créées. Elles doivent être

utilisées pour investir dans la production, dans la recherche, dans l'innovation, la formation. Cette proposition implique qu'on crée massivement des emplois et qu'on augmente les salaires. Je propose qu'on porte le SMIC à 1700 euros nets mensuels.

Il faut prendre dans le budget de la nation pour le développement économique et social et non pour les intérêts du capital.

L'avenir de l'industrie française, ce n'est pas tel ou tel slogan. C'est reprendre au capital les moyens de production. L'opposition entre le capital et le monde du travail est irréductible. Pour engager une politique de progrès économique et social, il faut que la nation ait la maîtrise des secteurs décisifs !

Il faut avoir la volonté politique de s'attaquer au pouvoir des multinationales. A « Communistes ». Nous voulons abattre le capitalisme pour construire une société socialiste pour le peuple.

Sans attendre, nous appelons les salariés, le peuple à se rassembler pour lutter pied à pied contre les empiètements du capital.

Nous savons que pour le faire reculer rien ne remplacera les luttes que le peuple mènera.

Tous les autres candidats répètent : « votez pour nous et on fera le reste ».

Tous d'accord pour continuer à défendre le capitalisme qui est pour eux le seul système possible. C'est pourquoi avec eux la destruction de notre appareil industriel se poursuivra. C'est pourquoi la situation du peuple continuera de s'aggraver quel que soit le Président élu. Il ne faut donner votre voix à aucun d'eux.

Voter « Communistes » est la seule voix pour le changement.

Le seul frein à cette politique ce sera l'action que, ensemble, nous mènerons pour nous y opposer. Plus que jamais Il est indispensable par les luttes, de reprendre la masse considérable des profits dont dispose le capital et d'éliminer ce système économique.

Vous pouvez compter sur moi et sur « Communistes » pour mener ce combat.

www.sitecommunistes.org